

**28 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 17
relatif au soutien des centres de rencontres et d'hébergement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 1^{er}, § 1^{er}, d);

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 avril 2020

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2020 ;

Vu le test genre du 24 avril 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 67.348/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient de prendre rapidement des mesures visant à assurer la viabilité financière du secteur de la jeunesse par des mesures prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus COVID-19 ;

Considérant le décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française ;

Considérant le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

Considérant le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, les articles 57 à 62 ;

Considérant le décret du 18 décembre 2019 contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2020 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 2 du 7 avril 2020 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien, les articles 2, 3 et 6 ;

Considérant les décisions du Conseil national de Sécurité du 10 mars 2020 ;

Considérant que l'arrêté du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 a interdit les rassemblements, les activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative, les excursions scolaires et les activités dans le cadre de mouvements de jeunesse sur le et à partir du territoire national, du 13 mars au 19 avril ; que cette mesure a été renouvelée jusqu'au 3 mai 2020 et ensuite jusqu'au 18 mai 2020 ;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, non seulement au cours de la période d'interdiction, mais aussi dans les semaines qui la suivront, sont de nature à empêcher toute une série d'activités, à réduire significativement la fréquentation ou l'accès aux lieux, à empêcher la préparation d'activités

Considérant qu'il convient de garantir la viabilité des acteurs exerçant des activités de rencontres et d'hébergement dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général ressortant des compétences en matière de jeunesse de la Communauté française et faisant l'objet d'un soutien de cette dernière ;

Considérant qu'il convient d'accorder prioritairement un soutien aux opérateurs dont la viabilité financière est menacée, en considération notamment de l'ampleur des pertes de recettes de l'activité menacée ;

Sur proposition de la Ministre de la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions d'octroi des subventions exceptionnelles octroyées aux opérateurs visés à l'alinéa 2 qui connaissent des difficultés financières suite à l'annulation de leurs activités durant la période allant du 13 mars au 28 mai 2020.

Les opérateurs visés par le présent arrêté sont les centres de rencontres et d'hébergement reconnus par la Communauté française et visés par les articles 4 et 5 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et leurs fédérations.

Art. 2. Le Gouvernement charge la Ministre ayant la politique de la Jeunesse dans ses attributions d'octroyer une subvention exceptionnelle aux centres de rencontres et d'hébergement visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, pour autant que les conditions énoncées à l'article 3 soient rencontrées.

Art. 3. § 1^{er}. La subvention exceptionnelle visée à l'article 2 est accordée à l'opérateur visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

1° l'opérateur a dû annuler une ou plusieurs de ses activités entre le 13 mars et le 28 mai 2020 ;

2° l'opérateur est confronté à une perte de revenus générée par les mesures de confinement prises dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 ;

3° si l'opérateur reçoit des subventions ou facilités émanant d'autres niveaux de pouvoirs, ces montants sont pris en compte dans le calcul du montant de la subvention pour éviter un double subventionnement portant sur le même objet.

Par « activités », l'on entend la location de lits, de chambres ou de salles, le catering compris dans l'hébergement ou la location des salles ainsi que l'organisation de stages et d'animations de groupe.

§ 2. Le montant de la subvention est plafonné à septante pour cent des dépenses admissibles, préalablement diminuées du montant des subventions et facilités émanant d'autres niveaux de pouvoirs.

Les dépenses admissibles sont les suivantes à condition qu'elles concernent la période allant du 13 mars au 28 mai 2020 :

1° les charges salariales à condition que le personnel employé n'ait pas été mis en chômage temporaire. Les charges seront diminuées d'éventuelles aides à l'emploi que l'opérateur aurait reçues ;

2° les frais dus pour les achats qui étaient destinés à permettre la fourniture de repas dans le cadre des activités annulées ;

3° Les frais dus pour l'achat du matériel nécessaire à l'organisation des activités annulées ;

4° le remboursement des réservations déjà payées entièrement ou partiellement par le bénéficiaire lorsqu'elles concernent une location qui a été annulée à condition qu'elles n'aient pas déjà été indemnisées via une assurance annulation ;

5° les frais dus pour la communication et la promotion d'activités annulées.

La subvention peut également inclure les dépenses admissibles suivantes, plafonnées à deux douzièmes :

1° les frais liés aux assurances et précomptes concernant l'année 2020 ;

2° les frais liés aux services relatifs à la gestion administrative concernant l'année 2020 ;

3° les frais d'entretien des infrastructures concernant l'année 2020 ;

4° les charges fixes concernant l'année 2020, à l'exclusion des loyers, ou toutes dépenses liées à des travaux portant sur l'aménagement, la construction ou la rénovation des infrastructures quelles qu'elles soient.

§ 3. Pour démontrer le respect des conditions énoncées aux paragraphes 1 et 2, l'opérateur joint à sa demande de subvention les documents suivants :

1° le détail et la preuve des activités annulées par le demandeur entre le 13 mars et le 28 mai 2020 inclus ;

2° le détail et le montant des réservations qui ont dû être remboursées entre le 13 mars et le 28 mai 2020 ;

3° la preuve que les charges et frais visés au paragraphe 2, alinéas 2 et 3 sont exigibles ;

4° le détail des subventions et facilités obtenues auprès d'autres niveaux de pouvoirs pour les activités annulées visées au paragraphe 1^{er}, 3° ;

5° la preuve que les prestataires finaux ont bien été payés ;

6° les bilans et comptes de résultat 2019 (ou 2018 si les comptes 2019 n'ont pas encore été approuvés) ou, si le demandeur n'est pas soumis à cette obligation, une situation bilantaire propre à cet opérateur ;

7° le détail des mesures d'autofinancement, notamment au travers d'actions de solidarité quelles qu'elles soient ;

8° une attestation bancaire ou un extrait de compte relatif(s) aux compte(s) courant(s) de l'opérateur daté du 12 mars 2020.

§ 4. Les demandes sont introduites uniquement au moyen du formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Seuls les dossiers complets introduits au plus tard le 30 juin 2020 sont pris en considération.

Art. 4. Les indemnités financières visées par le présent arrêté sont octroyées dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet dans le cadre du fonds d'urgence et de soutien face à l'épidémie COVID-19 (division organique 11 – article de base 01.05.02 du budget des dépenses de la Communauté française pour l'année 2020.

À défaut de crédits suffisants, et lorsqu'un ensemble de demandes satisfaisant aux conditions prévues par le présent arrêté ont été introduites, les indemnités sont octroyées au prorata des budgets restants.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. La Ministre de la Jeunesse est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/21127]

28 MEI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap bij bijzondere machten nr. 17 inzake de steun voor ontmoetings- en opvangcentra in het kader van de gezondheids crisis COVID-19

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis in verband met het COVID-19 coronavirus, artikel 1, § 1, d);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april 2020

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2020;

Gelet op de « gendertest » van 24 april 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 67.348/2 van de Raad van State, gegeven op 8 mei 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende behoefte aan snelle maatregelen om de financiële levensvatbaarheid van de jeugdsector te waarborgen door middel van maatregelen in het kader van de bestrijding van het coronavirus COVID-19;

Overwegende het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap;

Overwegende het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

Overwegende het decreet van 20 december houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de artikelen 57 tot 62;

Overwegende het decreet van 18 december 2019 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2020;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 2 van 7 april 2020 tot oprichting van een nood- en steunfonds, de artikelen 2, 3 en 6;

Overwegende de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad van 10 maart 2020;

Overwegende dat het besluit van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bijeenkomsten, activiteiten van particuliere of openbare aard, van culturele, sociale, feestelijke, folkloristische, sportieve en recreatieve aard, schooluitstapjes en activiteiten in het kader van jeugdbewegingen op en vanuit het nationale grondgebied verbod, van 13 maart tot 19 april; dat deze maatregel werd verlengd tot 3 mei 2020 en vervolgens tot 18 mei 2020;

Overwegende dat de huidige en toekomstige maatregelen die worden genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, niet alleen tijdens de verbodsperiode maar ook in de weken erna, waarschijnlijk een hele reeks activiteiten zullen voorkomen, de opkomst of de toegang tot de lokalen aanzienlijk zullen verminderen en de voorbereiding van de activiteiten zullen verhinderen;

Overwegende dat de levensvatbaarheid van degenen die betrokken zijn bij ontmoetings- en huisvestingsactiviteiten met een direct of indirect doel van algemeen belang die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap op het gebied van jeugdzaken vallen en door de Franse Gemeenschap worden gesteund, moet worden gewaarborgd;

Overwegende dat voorrang moet worden gegeven aan steun voor operatoren waarvan de financiële levensvatbaarheid wordt bedreigd, met name gezien de omvang van het verlies aan inkomsten uit de bedreigde activiteit;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft tot doel de voorwaarden vast te stellen voor de toekenning van uitzonderlijke subsidies aan de in het tweede lid bedoelde operatoren die financiële moeilijkheden ondervinden als gevolg van de annulering van hun activiteiten in de periode van 13 maart tot 28 mei 2020.

De in dit besluit bedoelde operatoren zijn de door de Franse Gemeenschap erkende ontmoetings- en huisvestingscentra als bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties.

Art. 2. De Regering draagt de minister belast met het jeugdbeleid op een buitengewone subsidie te verlenen aan de in artikel 1, tweede lid, bedoelde ontmoetings- en opvangcentra, mits aan de in artikel 3 gestelde voorwaarden is voldaan.

Art. 3. § 1. De in artikel 2 bedoelde uitzonderlijke subsidie wordt aan de in artikel 1, tweede alinea, bedoelde operateur toegekend onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de operateur heeft tussen 13 maart en 28 mei 2020 één of meer van zijn activiteiten moeten annuleren;

2° de operateur wordt geconfronteerd met een verlies aan inkomsten als gevolg van de inperkingsmaatregelen die in het kader van de strijd tegen COVID-19 zijn genomen;

3° indien de operator subsidies of faciliteiten ontvangt van andere overheidsniveaus, worden deze bedragen in aanmerking genomen bij de berekening van het bedrag van de subsidie om dubbele subsidiëring voor hetzelfde doel te voorkomen

Onder "activiteiten" wordt verstaan de verhuur van bedden, kamers of zalen, catering inbegrepen in de accommodatie of de verhuur van zalen, alsook de organisatie van opleidingen en groepsactiviteiten.

§ 2. Het bedrag van de subsidie is gemaximeerd op zeventig procent van de in aanmerking komende uitgaven, die voorheen werden verlaagd met het bedrag van de subsidies en faciliteiten van andere overheidsniveaus.

De volgende uitgaven komen in aanmerking, mits zij betrekking hebben op de periode van 13 maart tot en met 28 mei 2020:

1° loonkosten, op voorwaarde dat het betrokken personeel niet in tijdelijke werkloosheid werd geplaatst. De kosten worden verminderd met eventuele werkgelegenheidssteun die de operateur heeft ontvangen;

2° de uitgaven die verschuldigd zijn voor aankopen die bedoeld waren om de verstrekking van maaltijden in het kader van de geannuleerde activiteiten mogelijk te maken;

3° de kosten voor de aankoop van het materiaal dat nodig is voor de organisatie van de geannuleerde activiteiten;

4° de terugbetaling van reserveringen die reeds geheel of gedeeltelijk door de begunstigde zijn betaald wanneer zij betrekking hebben op een huur die is geannuleerd, voor zover zij niet reeds zijn vergoed door middel van een annuleringsverzekering;

5° de kosten voor de communicatie en promotie van geannuleerde activiteiten

De subsidie kan ook de volgende in aanmerking komende uitgaven omvatten, met een maximum van twee twaalfden:

1° de kosten in verband met de verzekerings- en roerende voorheffing voor het jaar 2020;

2° de kosten voor diensten in verband met het administratieve beheer voor het jaar 2020;

3° de kosten voor het onderhoud van de infrastructuur voor het jaar 2020;

4° de vaste lasten met betrekking tot het jaar 2020, met uitzondering van de huur, of de kosten voor werkzaamheden in verband met de ontwikkeling, bouw of renovatie van infrastructuren van welke aard dan ook

§ 3. Om aan te tonen dat aan de voorwaarden van de paragrafen 1 en 2 is voldaan, voegt de operateur de volgende documenten toe aan zijn subsidieaanvraag:

1° overzicht en bewijzen van de activiteiten die door de aanvrager zijn geannuleerd tussen 13 maart en 28 mei 2020;

2° het overzicht en het bedrag van de reservaties die tussen 13 maart en 28 mei 2020 moesten worden terugbetaald;

3° het bewijs dat de in paragraaf 2, tweede en derde lid, bedoelde heffingen en vergoedingen verschuldigd zijn;

4° het overzicht van de subsidies en faciliteiten die van andere overheidsniveaus zijn verkregen voor de in paragraaf 1, 3°, bedoelde geannuleerde activiteiten;

5° het bewijs dat de uiteindelijke dienstverleners effectief zijn betaald;

6° de balansen en resultatenrekeningen van 2019 (of 2018 als de rekeningen van 2019 nog niet zijn goedgekeurd) of, als de aanvrager niet aan deze verplichting is onderworpen, een voor die operateur specifiek balansoverzicht;

7° het overzicht van de maatregelen van zelffinanciering, met name door middel van solidariteitsacties van welke aard dan ook;

8° een bankcertificaat of rekeningafschrift met betrekking tot de zichtrekening(en) van de operateur met datum van 12 maart 2020.

§ 4. De aanvragen worden uitsluitend ingediend door middel van het formulier waarvan het model door de Regering is vastgesteld.

Alleen volledige aanvragen die uiterlijk op 30 juni 2020 zijn ingediend, worden in aanmerking genomen.

Art. 4. De in dit besluit bedoelde financiële vergoedingen worden toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten die voor dit doel zijn voorzien in het kader van het nood- en steunfonds voor de COVID-19-epidemie (organisatieafdeling 11 – basisartikel 01.05.02 van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het jaar 2020.

Bij gebrek aan voldoende kredieten en wanneer een reeks aanvragen die aan de voorwaarden van dit besluit voldoen, is ingediend, wordt een vergoeding toegekend naar rato van de resterende begrotingen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister bevoegd voor de jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY